Nations Unies A/56/520–S/2001/1037

Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr. générale
6 novembre 2001
Français
Original: espagnol

Assemblée générale
Cinquante-sixième session
Point 166 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Conseil de sécurité
Cinquante-sixième année

Lettre datée du 26 octobre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des discours sur le terrorisme que le Président de la République de Cuba, M. Fidel Castro Ruz, a prononcés les 22 septembre et 6 octobre derniers (voir annexes I et II).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Mesures visant à éliminer le terrorisme international », et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bruno **Rodríguez Parrilla**

01-62266 (F) 121101 121101

Annexe I à la lettre datée du 26 octobre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

Discours prononcé le 22 septembre 2001 à la Tribune ouverte de la révolution, à San Antonio de los Baños (La Havane), par le Président de la République de Cuba, Fidel Castro Ruz

Chers compatriotes,

Quels que soient les causes profondes, les facteurs économiques et politiques et les responsables du terrorisme, personne ne peut nier que celui-ci constitue actuellement un phénomène dangereux, indéfendable d'un point de vue éthique, qu'il faut éliminer.

On comprend la colère unanime qu'ont suscitée les pertes en vies humaines et la souffrance causées au peuple nord-américain par l'assassinat, inattendu et insolite, sur son sol, de milliers de citoyens innocents, dont les images ont bouleversé le monde. À qui cet assassinat profite-t-il? À l'extrême droite, aux forces les plus rétrogrades et les plus droitistes, aux partisans de l'écrasement de la rébellion mondiale grandissante et de l'élimination de tout ce que le monde compte encore de forces progressistes. Cet assassinat, quels qu'en soient les organisateurs et les responsables, constitue une énorme erreur, une terrible injustice et un grand crime.

Mais on ne saurait, fût-ce en se réclamant de la justice et en lançant une opération répondant au nom étrange de « Justice infinie », déclencher une guerre qui pourrait bel et bien aboutir au massacre d'un nombre incalculable d'autres innocents.

Nous avons vu ces derniers jours avec quelle précipitation ont été définis les bases, la conception, les buts véritables et les conditions de cette guerre. Nul ne saurait affirmer que tout cela n'avait pas été préparé depuis longtemps, dans l'attente de circonstances favorables. Ceux qui, depuis la prétendue fin de la guerre froide, n'ont cessé de s'armer jusqu'aux dents et de mettre au point des moyens sophistiqués de tuer et d'exterminer leurs semblables savaient pertinemment que le gonflement colossal de leur budget militaire leur permettrait d'imposer une domination complète et totale aux autres peuples du monde. Les idéologues du système impérialiste savaient bien ce qu'ils faisaient.

Profitant de l'émotion et de la douleur sincère que l'attaque terroriste atroce et démente dont a été victime le peuple des États-Unis a suscitées dans le monde entier, les idéologues les plus extrémistes et les faucons les plus belliqueux, qui occupaient déjà des positions de pouvoir privilégiées, se sont emparés des leviers de commande du pays le plus puissant de la planète, dont les possibilités militaires et technologiques semblent infinies. Si leur capacité de détruire et de tuer est énorme, leur capacité de réagir avec sang-froid, de réfléchir et de se battre est en revanche minime.

La conjonction de certains facteurs – dont n'est pas exclue la complicité d'autres pays riches et puissants, unis dans leur volonté de continuer à jouir de leurs privilèges –, l'opportunité, la confusion et la panique rendent presque inévitable un dénouement sanglant et imprévisible.

Quelles que soient les initiatives militaires qui seront prises, ceux qui seront les premiers à en souffrir seront les milliards d'habitants des pays pauvres et sous-développés qui, en proie à des problèmes économiques et sociaux insurmontables, aggravés par l'effondrement du prix de leurs produits de base et par des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes, ne peuvent parvenir à éteindre leur dette et sont accablés par la misère, la dénutrition massive et de terribles épidémies (SIDA, malaria, tuberculose, maladies infectieuses), en passe de décimer leur population.

La grave crise économique mondiale qui – c'est incontestable – avait touché d'ores et déjà tous les grands pôles économiques sans exception s'approfondira irrémédiablement et, lorsqu'elle dépassera le seuil du tolérable pour l'immense majorité des peuples, engendrera partout le chaos et la rébellion, qui rendront les pays ingouvernables.

Les pays riches ne seront pas épargnés. Pendant des années, on ne pourra plus s'y faire entendre lorsqu'on y parlera d'environnement et de protection de la nature parce que leur espace et leurs richesses seront mis au service de guerres et de crimes aussi innombrables, aussi infinis que « Justice infinie », l'opération militaire qu'ils entendent lancer.

Peut-on encore avoir quelque espoir après avoir entendu, voilà à peine 36 heures, le discours prononcé par le Président des États-Unis devant le Congrès de ce pays?

Je me garderai d'employer des mots et de porter des jugements offensants envers l'auteur du discours, ce qui serait absolument inutile et inopportun en des moments aussi graves que ceux que nous vivons, qui exigent du calme et de la réflexion. Je me bornerai à souligner quelques petites phrases qui parlent d'elles-mêmes :

> « Nous allons utiliser toutes les armes de guerre nécessaires.
>
> Le pays ne doit pas s'attendre à une seule bataille mais à une campagne prolongée, une campagne sans précédent dans notre histoire.
>
> Tous les pays, où qu'ils soient, doivent maintenant décider s'ils sont avec nous ou avec les terroristes.
>
> J'ai demandé aux forces armées de se mettre en état d'alerte, et il y a une raison à cela : l'heure d'entrer en action approche et vous nous rendrez fiers.
>
> C'est le combat du monde entier, le combat de la civilisation.
>
> Je vous demande d'être patients ... au cours de ce qui sera une longue lutte.
>
> L'extension de la liberté – la grande réussite de notre époque et le grand espoir de tous les temps – dépend de nous.
>
> Nous ne savons pas comment va se dérouler ce conflit mais nous savons à quoi il aboutira ... et nous savons que Dieu n'est pas neutre. »

Je demande à tous mes compatriotes de réfléchir calmement et sérieusement aux idées contenues dans certaines des phrases susmentionnées, notamment dans celle-ci :

- Ils sont avec nous ou ils sont avec les terroristes.

- Aucun pays du monde ne peut se soustraire à ce choix, pas même les grandes puissances; tous sont menacés de guerre ou d'attaque.
- Nous allons utiliser n'importe quelle arme.
- Aucune façon de procéder, qu'elle soit éthique ou non, aucune menace, aussi mortifère soit-elle – nucléaire, chimique, biologique ou autre – n'ont été exclues.
- Ce ne sera pas une lutte brève; ce sera une guerre prolongée, qui durera de nombreuses années et qui n'a pas de précédent.
- C'est le combat du monde entier, c'est le combat de la civilisation.
- L'extension de la liberté – la réussite de notre temps et l'espoir de tous les temps – dépend de nous.

Pour finir, un aveu inouï dans un discours politique prononcé à la veille d'une guerre et qui plus est, à une époque de risques apocalyptiques : « Nous ne savons pas quel tour prendra ce conflit, mais nous en connaissons par contre le dénouement. Et nous savons que Dieu n'est pas neutre. »

L'affirmation est étonnante. Si l'on considère les camps réels ou imaginaires qu'oppose l'étrange guerre sainte sur le point de se déclencher, il est bien difficile d'établir de quel côté le fanatisme est le plus virulent.

Jeudi, devant le Congrès des États-Unis, s'est esquissée l'idée d'une dictature militaire mondiale s'appuyant exclusivement sur la force, sans en référer à la moindre législation ou institution internationale. L'Organisation des Nations Unies, tenue entièrement à l'écart de la crise actuelle, n'aurait pas la moindre autorité, ni la moindre prérogative : il n'y aurait qu'un seul chef, qu'un seul juge, qu'une seule loi.

Nous avons tous reçu l'ordre de nous rallier au Gouvernement des États-Unis ou au terrorisme.

La République de Cuba, qui a subi plus d'attaques terroristes depuis plus longtemps que tout autre pays, dont le moral a été fortifié par ces épreuves, dont le peuple ne tremble devant rien et qu'aucune menace ou puissance au monde n'est capable d'intimider, proclame sa double opposition au terrorisme et à la guerre. Bien que la possibilité en soit désormais lointaine, elle réitère la nécessité d'éviter une guerre aux conséquences imprévisibles, dont les auteurs admettent ignorer complètement le déroulement futur. Elle réitère aussi sa volonté de coopérer avec tous les autres pays en vue de l'élimination totale du terrorisme.

Quelque ami objectif et serein devrait conseiller au Gouvernement des États-Unis de ne pas lancer les jeunes soldats nord-américains dans une guerre incertaine, en des lieux lointains, reculés et inaccessibles, dans une espèce de lutte contre des fantômes difficiles à localiser dont ils ne savent pas même s'ils existent, pas plus qu'ils ne savent si les personnes qu'ils tueront ont une responsabilité quelconque dans la mort de leurs compatriotes aux États-Unis.

Cuba ne se déclarera jamais l'ennemie du peuple nord-américain, soumis aujourd'hui à une campagne sans précédent qui l'incite à la haine et avive sa soif de vengeance, et va même jusqu'à interdire la musique s'inspirant de la paix. Pour sa part, Cuba fera sienne cette musique, et ses enfants entonneront ce chant de paix tout le temps que durera la guerre cruelle qu'on nous annonce.

Quoi qu'il advienne, nous ne permettrons jamais que notre territoire soit utilisé pour des actes terroristes contre le peuple des États-Unis. Et nous ferons tout ce qui est à notre portée pour éviter de tels actes à son encontre. Nous lui exprimons aujourd'hui notre solidarité tout en l'exhortant au calme et à la paix. Il nous donnera raison un jour.

Nous défendrons avec honneur notre indépendance, nos principes et nos conquêtes sociales jusqu'à la dernière goutte de sang si l'on nous agresse!

On trouvera difficilement des prétextes pour le faire. Et puisque l'on parle de guerre où toutes les armes seront employées, il est bon de rappeler que pour nous, cela ne constituera pas une expérience nouvelle. Voilà près de 40 ans, des centaines d'armes nucléaires, tactiques ou stratégiques étaient braquées sur Cuba, mais personne ne se souvient avoir vu le moindre compatriote perdre le sommeil pour autant.

Nous sommes les descendants de ce peuple héroïque, dont la conscience patriotique et révolutionnaire est plus élevée que jamais. L'heure de la sérénité et du courage a sonné.

Le monde en prendra conscience et fera entendre sa voix face au drame terrible qui le menace et qui s'annonce.

Pour les Cubains, le moment précis est venu de proclamer avec plus de fierté et de détermination que jamais :

Le socialisme ou la mort!

La patrie ou la mort!

Nous vaincrons!

Annexe II de la lettre datée du 26 octobre 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

Allocution prononcée par le Président de la République de Cuba, M. Fidel Castro Ruz, à la Tribune ouverte de la Révolution, le 6 octobre 2001, place de la Révolution, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du crime de la Barbade

L'histoire s'écoule, capricieuse, au travers d'étranges dédales. Voilà 25 ans, sur cette même place, nous disions un dernier adieu aux cercueils contenant de petits fragments de restes humains et d'effets personnels appartenant à quelques-uns des 57 Cubains, 11 Guyanais – pour la plupart étudiants boursiers à Cuba – et cinq agents culturels coréens décédés des suites d'un acte de terrorisme étonnamment brutal. La mort de toute l'équipe d'escrime junior, masculine et féminine, qui rentrait au pays après avoir glané toutes les médailles d'or au championnat centraméricain de cette discipline, fut particulièrement bouleversante.

Un million de compatriotes, les yeux embués ou, le plus souvent, les joues baignées de larmes, dirent un adieu plus symbolique que réel à leurs frères dont les dépouilles gisaient au fond de l'océan.

Personne, à part un petit groupe de personnalités et d'institutions amies, n'a pris part à notre douleur : pas la moindre commotion dans le monde, pas de crises politiques graves ni de réunions à l'ONU, ni de risques de guerre imminents.

Peu nombreux furent sans doute ceux qui, de par le monde, comprirent le sens effroyable de cet événement. Quelle importance pouvait bien avoir la destruction en plein vol d'un avion civil cubain emportant 73 personnes? C'était presque monnaie courante. Des milliers de Cubains n'avaient-ils pas déjà péri lors de l'explosion de La Coubre, de l'Escambray, de Playa Girón et de centaines d'attaques terroristes, d'actes de piratage et d'autres faits analogues? Qui allait prêter attention aux plaintes d'un petit pays? Il suffisait, semble-t-il, d'un simple démenti du puissant voisin, véhiculé par les moyens d'information dont il inondait le monde, pour que l'affaire soit oubliée.

Qui aurait pu prédire que, 25 ans plus tard, presque jour pour jour, une guerre aux conséquences imprévisibles serait sur le point d'éclater à cause d'une attaque terroriste tout aussi abjecte qui coûterait la vie à des milliers d'innocents aux États-Unis? Si le premier attentat – de triste augure – a tué des citoyens innocents de plusieurs pays, le second a emporté des nationaux de 86 nations.

Dans l'un et l'autre cas, on a retrouvé peu de restes des victimes : à la Barbade, on n'a pu récupérer aucun cadavre; à New York, à peine quelques-uns, pas toujours identifiables. À chaque fois, l'horrible crime a plongé les proches dans un vide immense et une angoisse infinie; il a suscité une douleur intolérable et une indignation profonde dans chacun des deux peuples. Il ne s'agissait pas d'un accident, d'un incident mécanique ou d'une erreur humaine, mais d'un acte pleinement intentionnel, conçu et réalisé de sang-froid.

On observe toutefois des différences entre le crime monstrueux de la Barbade et l'attaque terroriste à la fois insolite et sinistre contre le peuple nord-américain : l'attentat contre les États-Unis est l'oeuvre de fanatiques prêts à mourir en même

temps que leurs victimes; l'attaque de la Barbade avait été perpétrée par des mercenaires qui ne couraient pas le moindre risque. Dans le premier cas, manifestement, les terroristes n'avaient pas pour objectif principal de tuer les passagers : ils ont détourné les avions pour attaquer les tours jumelles et l'édifice du Pentagone, sans le moindre égard pour les innocents se trouvant à bord; à la Barbade, les mercenaires visaient principalement à tuer les passagers.

Dans les deux cas, l'angoisse éprouvée par les passagers pendant les dernières minutes précédant leur mort, en particulier ceux qui se trouvaient à bord du quatrième appareil piraté aux États-Unis – qui savaient ce qui s'était passé à New York et à Washington – a dû être effroyable, comparable à celle des passagers cubains et de leur équipage au moment où ce dernier faisait une tentative désespérée pour ramener l'appareil à terre, objectif d'ores et déjà impossible à atteindre. On a pu aussi constater dans les deux cas le courage et la détermination des victimes : à la Barbade, grâce à l'enregistrement des voix de l'équipage cubain; aux États-Unis, grâce aux informations qui nous sont parvenues au sujet du comportement des passagers.

Des horribles événements de New York, il est resté des images télévisées bouleversantes; de l'explosion de l'avion à la Barbade et de sa chute en mer, il n'est resté aucune photo car il ne pouvait en rester aucune : nous ne disposons que des communications tragiques entre l'équipage de l'appareil blessé à mort et la tour de contrôle de l'aéroport de la Barbade.

C'était la première fois dans l'histoire de l'Amérique latine que se produisait un tel acte fomenté de l'étranger.

Et dans notre hémisphère, c'est précisément contre notre pays que ces pratiques et ces procédés cruels et redoutables ont commencé à être utilisés systématiquement à des fins politiques. Une autre pratique tout aussi absurde et irresponsable et peu connue à l'époque les avait précédés depuis 1959 : le détournement d'avions en plein vol.

Le premier épisode de ce type fut le piratage d'un avion de passagers DC-3 – qui assurait la liaison entre La Havane et l'île de la Jeunesse – par plusieurs anciens membres des organes de répression du tyran Batista, qui, le 16 avril 1959, obligèrent le pilote à changer de cap et à se diriger vers Miami. Cela s'est produit moins de quatre mois après la victoire de la Révolution. Cet acte est resté impuni.

Cinquante et un avions cubains ont été piratés de 1959 à 2001, presque tous sans exception vers les États-Unis. Beaucoup de ces avions n'ont jamais été rendus à Cuba. Sans compter les pilotes, gardiens et autres personnes assassinés ou blessés, les avions détruits ou sérieusement endommagés lors de tentatives de piratage.

De ce fait, le fléau des piratages en plein vol n'a pas tardé à s'étendre aux États-Unis où des personnes pour la plupart déséquilibrées, des aventuriers ou des criminels de droit commun, tant nord-américains que latino-américains, ont entrepris, pour les motifs les plus variés, de pirater des avions en se munissant d'armes à feu, de couteaux, de cocktails Molotov, et, bien souvent, de simples bouteilles d'eau dont ils disaient qu'elles contenaient de l'essence et avec lesquelles ils menaçaient d'incendier l'appareil.

Grâce aux précautions prises par nos autorités, aucun avion n'a eu d'accident à l'atterrissage, les passagers ont toujours reçu les égards requis et ont été rapatriés aussitôt à leur lieu d'origine.

La plupart des piratages et des détournements d'avions cubains ont eu lieu de 1959 à 1973. Devant le risque d'une catastrophe aux États-Unis ou à Cuba – des pirates allèrent jusqu'à menacer de précipiter un avion sur l'usine atomique d'Oak Ridge si on ne satisfaisait pas à leurs exigences –, le Gouvernement cubain a pris l'initiative de proposer au Gouvernement des États-Unis – présidé alors par Richard Nixon, avec William Rogers au poste de Secrétaire d'État – de signer un accord portant sur les détournements d'avion et sur la piraterie maritime. La proposition ayant été acceptée, les deux parties se sont hâtées d'élaborer un accord signé le 15 février 1973 et publié immédiatement dans la presse de notre pays qui lui a donné un large écho.

Cet accord, rationnel et bien conçu, prévoyait de lourdes peines contre les pirates de l'air et de la mer. Il s'est avéré dissuasif : dès son entrée en vigueur, les détournements d'avions ont sensiblement diminué, au point que l'on a seulement enregistré des tentatives avortées les 10 années suivantes.

Cet accord exemplaire et efficace a reçu le coup de grâce à la suite de l'attentat terroriste brutal qui a fait exploser l'avion cubain en plein vol. Face à une agression aussi surprenante, qui s'inscrivait par ailleurs dans le cadre d'une nouvelle vague terroriste dont Cuba a fait les frais à partir de la fin de 1975, le Gouvernement cubain, s'en tenant aux clauses en vigueur, a dénoncé l'accord, mais a continué d'appliquer contre les pirates d'avions nord-américains les mesures qu'il prévoyait, comme l'imposition de lourdes peines, les coupables étant passibles de jusqu'à 20 années de prison. D'ailleurs, même avant la signature de l'accord, nos tribunaux appliquaient les peines prévues par le code pénal contre les piratages d'avions, qui étaient malgré tout moins sévères.

L'application rigoureuse des sanctions n'a pas empêché de nouveaux détournements d'avions nord-américains vers notre pays. C'est ainsi que le 18 septembre 1980, le Gouvernement cubain, après avoir annoncé sa décision suffisamment à l'avance, a renvoyé deux pirates de l'air aux États-Unis où ils ont été mis à la disposition des autorités nord-américaines.

De septembre 1968 à décembre 1984, 71 avions nord-américains ont été détournés vers Cuba. Soixante-neuf pirates de l'air ont été condamnés à des peines d'emprisonnement allant de trois à cinq ans; par la suite, après la signature de l'Accord de 1973, les sanctions se sont échelonnées entre 10 et 20 ans.

On constate que par suite des mesures prises par Cuba, aucun avion nord-américain n'a été piraté ni détourné vers notre île depuis 17 ans.

Qu'ont fait en revanche les administrations nord-américaines? De 1959 à nos jours, elles n'ont jamais sanctionné les centaines de personnes qui ont piraté et détourné des dizaines d'avions cubains vers leur pays, pas même celles qui ont été jusqu'à tuer dans ce but.

On ne peut guère aller plus loin dans l'absence de réciprocité, ou l'incitation aux détournements d'avions et de navires! Et les États-Unis n'ont cessé de poursuivre cette politique inflexible, sans la moindre exception, depuis plus de 42 ans.

Les principaux responsables de groupes terroristes semblent avoir respecté l'accord constructif signé entre les Gouvernements de Cuba et des États-Unis au sujet des détournements d'avions et de bateaux, dont les résultats furent immédiats. Certains avaient coopéré ou participé activement à l'organisation de la guerre irrégulière par le biais de groupes armés qui, à un moment donné, avaient gagné les six anciennes provinces du pays. La plupart avaient été recrutés par le Gouvernement des États-Unis au moment de l'invasion de Playa Girón, de la crise des Missiles et les années suivantes afin de participer à divers actes de violence, qui se sont notamment matérialisés par des projets d'attentats et d'actions terroristes qui n'épargnaient aucun domaine de la vie économique et sociale du pays et ne reculaient devant aucun moyen, aucun procédé, aucune arme.

Ils passèrent par toutes sortes d'institutions et d'écoles et suivirent diverses formations, tantôt pour être entraînés tantôt pour être distraits.

Des événements aussi dramatiques que l'assassinat de Kennedy donnèrent lieu à des enquêtes importantes, telle celle d'une commission du Sénat des États-Unis, qui provoquèrent des situations embarrassantes et de gros scandales, et contraignirent à des changements de tactiques, mais jamais au fond à un changement de la politique envers Cuba. Aussi, après des périodes de reflux relatif, la marée du terrorisme remontait-elle à nouveau.

Ce fut le cas fin 1975. La Commission Church avait, le 20 novembre, présenté son fameux rapport sur les plans d'assassinat contre des dirigeants de Cuba et d'autres pays. Dès lors, comme la Central Intelligence Agency ne pouvait plus assumer directement la responsabilité des attentats et des actions terroristes contre Cuba, on recourut à une formule toute simple : les personnels terroristes les plus fiables et les mieux entraînés constitueraient des groupes indépendants qui agiraient pour leur compte et sous leur propre responsabilité. C'est ainsi que surgit soudain une étrange organisation coordinatrice, le CORU, composée des principaux groupes terroristes qui étaient en règle générale très divisés du fait de leurs ambitions, de leur envie d'être des protagonistes et de leurs intérêts divergents. Et qu'éclata une vague violente d'actions de cette nature. Je n'en signalerai que quelques-unes, choisies parmi les nombreuses actions terroristes perpétrées durant cette nouvelle étape en seulement quatre mois :

a) Le 6 avril 1976, deux bateaux de pêche sont attaqués depuis des vedettes pirates en provenance de la Floride, ce qui provoque la mort d'un pêcheur et endommage gravement les bateaux;

b) Le 22 avril, l'explosion d'une bombe posée à l'ambassade cubaine du Portugal cause la mort de deux diplomates, en blesse grièvement plusieurs autres et détruit totalement les locaux;

c) Le 5 juin, un attentat à l'explosif contre la Mission cubaine à l'Organisation des Nations Unies provoque de gros dommages matériels;

d) Le 9 juillet, une bombe fait explosion dans le chariot à bagages destiné à un vol de Cubana de Aviación à l'aéroport de Kingston (Jamaïque) quelques minutes avant le chargement dans la soute;

e) Le 10 juillet, une bombe fait explosion dans les bureaux de British West Indies qui représentait les intérêts de Cubana de Aviación à la Barbade;

f) Le 24 juillet, un technicien de la pêche est assassiné durant la tentative d'enlèvement du consul cubain à Mérida (Mexique);

g) Le 9 août, deux fonctionnaires de l'ambassade cubaine en Argentine sont enlevés; on n'eut jamais plus de leurs nouvelles;

h) Le 18 août, une bombe explose dans les bureaux de Cubana de Aviación à Panama, causant de graves dégâts.

Comme on peut le constater, il s'agissait d'une véritable guerre dont l'un des objectifs était les lignes aériennes.

Le *New York Times* et la revue *U.S. News & World Report* parlèrent d'une nouvelle vague de terrorisme contre Cuba.

Les groupes formant le CORU – qui commença à opérer dans les premiers mois de 1976, même s'il ne fut constitué formellement qu'en juin – faisaient des déclarations publiques aux États-Unis, s'adjugeant chacune des actions qu'ils effectuaient. Du Costa Rica, ils envoyaient leurs rapports de guerre – comme ils les qualifiaient – à la presse de Miami. L'un de leurs organes publia au mois d'août un article intitulé de la sorte : « Rapport de guerre », qui relatait la destruction d'une ambassade cubaine, et n'hésita pas à publier aussi, le même jour, un communiqué capital signé des cinq groupes terroristes membres du CORU : « Nous attaquerons très bientôt des avions en plein vol. »

Pour exécuter leurs coups, les terroristes du CORU utilisèrent sans difficultés comme bases principales les territoires des États-Unis, de Porto Rico, du Nicaragua sous la coupe de Somoza et du Chili sous celle de Pinochet.

Seulement huit semaines avant que l'avion cubain ne fût détruit en plein vol au-dessus de la Barbade, avec 73 personnes à bord.

Hernán Ricardo et Freddy Lugo, deux mercenaires vénézuéliens qui posèrent la bombe sur le trajet Trinité-et-Tobago/La Barbade et descendirent de l'avion à ce dernier point, rentrèrent à Trinité où ils furent arrêtés et avouèrent aussitôt leur complicité.

Le commissaire de police de la Barbade déclara devant une commission d'enquête que Ricardo et Lugo avaient avoué travailler pour la CIA, ajoutant que le premier avait montré une carte de la CIA et une autre expliquant le mode d'emploi du plastique C-4.

Le *New York Times* commenta le 24 octobre 1976 : « Les terroristes qui ont déclenché une vague d'attentats dans sept pays ces deux dernières années ont été des produits et des instruments de la CIA. »

Dans un article du *Washington Post*, il fut écrit que les contacts confirmés avec l'ambassade nord-américaine au Venezuela « faisaient douter » de la déclaration formulée le 15 octobre par le Secrétaire d'État Henry Kissinger, selon lequel « aucune personne liée au gouvernement nord-américain n'avait eu quelque chose à voir avec le sabotage de l'avion » cubain.

Le correspondant du journal mexicain *Excelsior* à Port-of-Spain commenta : « Les aveux d'Hernán Ricardo Lozano, le Vénézuélien arrêté ici à Trinité, au sujet de sa responsabilité dans l'attentat commis contre l'avion de Cubana qui s'est écrasé non loin des côtes de la Barbade avec 73 personnes à bord, sont sur le point de

mettre à jour un important réseau terroriste anticastriste lié d'une façon ou d'une autre à la CIA. »

Selon *Le Monde*, les liens de la CIA avec des groupes terroristes d'origine cubaine installés aux États-Unis étaient de notoriété publique.

Nombre des organes les plus sérieux de la presse internationale se prononcèrent dans ce sens.

Luis Posada Carriles et Orlando Bosch, les auteurs intellectuels du crime terroriste, liés à la CIA depuis 1960, furent arrêtés et soumis à un procès tortueux, bourré d'irrégularités, au milieu de pressions colossales. La juge vénézuélienne Delia Estaba Morano, qui ouvrit le procès, les inculpa d'assassinat, de fabrication et port d'armes et de falsification de documents, mais son attitude digne suscita une violente réaction de la part de la mafia politique de l'extrême droite.

Le général Elio García Barrios, Président de la cour martiale, maintint lui aussi une position ferme et décidée qui permit d'envoyer les deux terroristes en prison pendant plusieurs années. Et la mafia terroriste de Miami se vengea en criblant de balles un de ses enfants en 1983.

Posada fut sauvé par la Fondation nationale cubano-américaine qui envoya 50 000 dollars, par l'intermédiaire du Panama, pour financer son évasion, qui eut lieu le 18 août 1985. Quelques heures plus tard, Posada réapparaissait en El Salvador où, à peine arrivé, il reçut la visite des principaux dirigeants de la Fondation. C'était l'époque de la sale guerre contre le Nicaragua. Et Posada Carriles commença aussitôt à mener des missions importantes sous la direction de la Maison-Blanche : la livraison aérienne d'armes et d'explosifs aux bandes contre-révolutionnaires du Nicaragua.

Le chiffre de 73 innocents assassinés à la Barbade ne dit pourtant pas, dans sa froideur, toute la signification et toute la portée de la tragédie.

Les Nord-Américains le comprendront sûrement mieux si je compare la population cubaine d'il y a 25 ans à la leur le 11 septembre 2001 : la mort de 73 personnes à bord d'un avion cubain explosant en vol à l'époque représente autant la mort des passagers de sept avions de ligne aériennes nord-américaines, emportant chacun plus de 300 personnes, qui auraient été détruits en plein vol le même jour, à la même heure, à l'issue d'une conspiration terroriste!

Je peux même aller un peu plus loin et prendre en considération les 3 478 Cubains tués pendant plus de 42 ans du fait des actions agressives, dont l'invasion de Playa Girón, et de tous les actes terroristes en provenance des États-Unis dont Cuba a été la cible : ce chiffre signifierait, en regard de la population nord-américaine, un total de 88 434 victimes, soit presque autant que de Nord-Américains tués pendant les guerres de Corée et du Viet Nam ensemble!

Tout ce que je dénonce ici ne vise pas à susciter des sentiments de haine ou de rancoeur. Je comprends que les fonctionnaires nord-américains ne veuillent pas entendre parler de ces questions embarrassantes. Il faut, disent-ils, regarder de l'avant.

Ce serait toutefois faire preuve d'aveuglement que de ne pas regarder en arrière pour comprendre où sont les erreurs qu'il ne faut pas répéter, où se trouvent les causes de grandes tragédies humaines, de guerres et d'autres calamités qu'on

aurait peut-être pu éviter. Il n'y a pas de raisons de causer de nouvelles morts d'innocents, nulle part sur la planète.

Nous avons appelé à cette réunion grandiose contre le terrorisme en hommage et en tribut à la mémoire de nos frères tués à la Barbade voilà 25 ans, mais aussi pour nous solidariser avec les milliers d'innocents morts à New York et à Washington, et condamner le crime brutal commis contre eux, et ce à la recherche de voies qui conduisent à l'élimination réelle et durable du terrorisme, à la paix et non à une guerre sanglante et interminable.

Je suis absolument convaincu que les groupes terroristes, créés aux États-Unis pour agir contre Cuba depuis les 15 premières années de la Révolution, et les autorités américaines n'ont jamais rompu leurs relations.

En un jour pareil, nous avons le droit de nous demander quelles mesures seront prises contre Posada Carriles et Orlando Bosch, responsables de l'acte terroriste monstrueux de la Barbade, et contre ceux qui ont planifié et financé les attentats à la bombe contre des hôtels de la capitale et les tentatives d'assassinats de dirigeants cubains qui n'ont pas cessé un seul instant en plus de 40 ans?

Est-ce tant demander que de réclamer que justice soit faite contre les professionnels du terrorisme qui, sur le territoire même des États-Unis, ont continué de recourir à leurs méthodes méprisables contre notre peuple pour semer la terreur et détruire l'économie d'un pays harcelé et victime d'un blocus, mais d'où n'est pourtant jamais sorti un seul engin terroriste, voire un gramme d'explosif, afin de le faire éclater aux États-Unis? Pas un seul Nord-Américain n'a jamais été tué ni blessé, pas une seule installation, grande ou petite, de ce riche et immense territoire n'a jamais souffert le moindre dommage matériel par suite d'une action en provenance de Cuba.

Dans la lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale à laquelle nous nous sommes engagés à participer aux côtés de l'Organisation des Nations Unies et du reste de la communauté internationale, nous avons toute l'autorité morale nécessaire et le meilleur droit du monde de réclamer la fin du terrorisme contre Cuba. Et de réclamer aussi que cesse la guerre économique, qui est une action génocide et brutale à laquelle notre peuple est soumis depuis plus de 40 ans.

Nos frères morts à la Barbade ne sont plus seulement des martyrs : ils sont des symboles dans la lutte contre le terrorisme, ils se dressent aujourd'hui tels des géants dans cette bataille historique qui vise à extirper de la Terre le terrorisme, cette méthode répugnante qui a causé tant de dommages et tant fait souffrir les êtres qui leur étaient les plus chers et leur peuple, un peuple qui a d'ores et déjà écrit des pages inédites dans les annales de sa patrie et de son époque.

Le sacrifice de leur vie n'a pas été vain. L'injustice commence à trembler devant un peuple énergique et viril qui a pleuré d'indignation et de douleur voilà 25 ans et qui, à leur souvenir, pleure aujourd'hui d'émotion, d'espoir et de fierté.

Ainsi en a voulu, capricieuse, l'Histoire

Au nom des martyrs de la Barbade :

Le socialisme ou la mort!

La patrie ou la mort!

Nous vaincrons!